



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Novembre
2020



EXPERTISES

Transition énergétique en Grand Est : quels impacts sur l'emploi local ?

Synthèse du rapport d'études

Impact sur l'emploi et l'économie de la transition énergétique en région Grand Est

Méthode d'investigation



L'outil TETE (Transition Énergétique Territoires Emplois), développé par l'ADEME et le Réseau Action Climat, permet d'estimer les emplois directs et indirects créés et maintenus, vulnérables ou en baisse, selon le scénario de transition envisagé.



En s'appuyant sur les données de l'INSEE, In Numeri évalue la part d'emplois induits à partir de trois types de données :

- Les salaires liés à la production locale directe et indirecte ;
- Les consommations réalisées à partir de ces salaires ;
- La production et les emplois pour répondre à cette consommation.

Les scénarios à imaginer pour la nécessaire transition énergétique de nos régions et de nos territoires peuvent se traduire en emplois, en production ou en valeur ajoutée. C'est cette traduction que **la Direction Régionale Grand Est de l'ADEME** a souhaité mener aux côtés de ses prestataires, dans une approche à l'échelle régionale.

Quel est l'impact sur l'emploi de la transition énergétique en Grand Est ?

Quelles sont les filières concernées ?

Les prestataires

In Numeri : cabinet d'études statistiques et économiques, collecte et traitement de l'information, évaluation de l'impact économique des politiques liées à la transition énergétique.

Transitions : agence de conseil en stratégie du développement durable, accompagne les mutations vers des modèles de développement plus durables, plus inclusifs et plus solidaires.

Auxilia : cabinet de conseil à statut associatif en développement durable, accompagne les territoires dans leur transition vers un développement soutenable, résilient et désirable.

ADEME Grand Est
34 Avenue Malraux
57 000 METZ

Coordination technique :
Cécile Jacques, Christophe Reif

Rédacteurs : Saghar Saïdi (In Numeri), Baptiste Arnaud (Transitions), Edgar Brault (Auxilia)

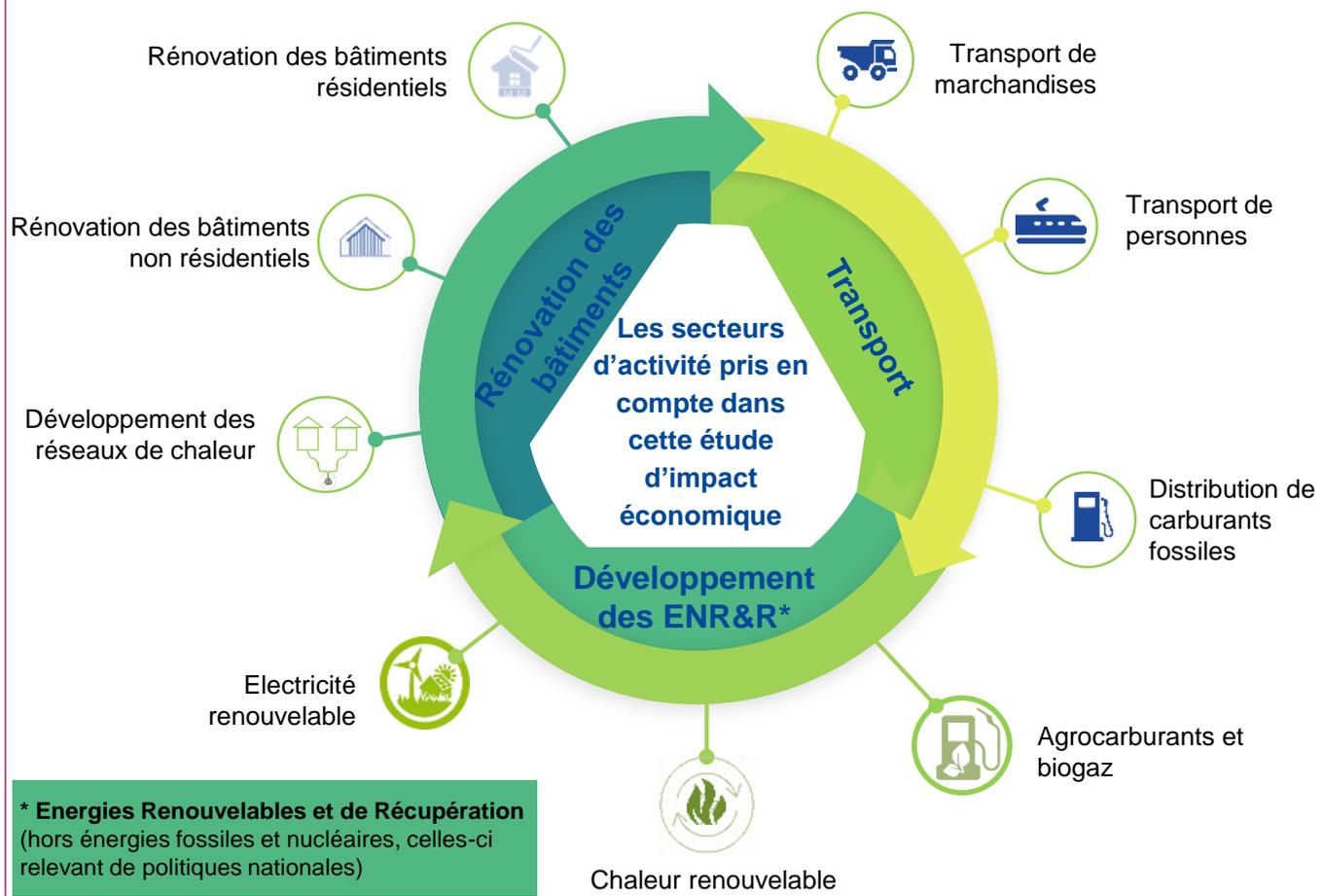
Crédits photo : ADEME

Création graphique :
Edgar Brault (Auxilia)

Communication ADEME : Francine Maïda

UNE PROSPECTIVE MULTISECTEUR

Les emplois pris en compte pour chaque secteur de la transition énergétique



Une prospective à l'échelle de la région Grand Est



Un comparatif entre 2 scénarios énergétiques

Scénario tendanciel

Scénario de référence prolongeant les tendances et politiques actuelles

Scénario volontariste

Scénario visant à atteindre les objectifs fixés par le SRADDET Grand Est à horizon 2050

Le **SRADDET** Grand Est (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), décline à l'échelle régionale les objectifs réglementaires nationaux :



Objectif de production des ENR&R :

108 TWh en 2050
Contre 37 TWh en 2014



Objectifs de baisse des consommations énergétiques :

88% dans le résidentiel
53% dans le tertiaire
40% dans les transports

Les emplois de la transition énergétique en 2016 en région Grand Est

Étant donnée la dynamique régionale de transition, accompagnée par les politiques publiques menées par les acteurs régionaux et territoriaux, **le nombre d'emplois liés à la transition énergétique est loin d'être négligeable de nos jours : près de 170 000 ETP** sont actuellement liés à la transition énergétique en Grand Est !

Les types d'emplois impliqués dans la transition énergétique en 2016



Emplois locaux - 2016

169 000 ETP

Sont comptabilisés les emplois locaux directs + indirects + induits

C'est **8%** de l'ensemble des emplois totaux de la région Grand Est

En excluant le transport fossile, les 3 secteurs restants (EnR&R, rénovation du bâti et mobilité propre) représentent **3 %** des emplois de la région.



Précautions de lecture :

ETP : « équivalent temps plein »

2 personnes à mi-temps = 1 ETP mais 2 emplois

 **Transports à énergie fossile**

 **Transports à énergie propre**

Rénovation des bâtiments



EnR&R

 1 silhouette ~ 4 200 ETP

Une comptabilisation exhaustive des emplois

Pour cette étude ont été comptabilisés les « emplois directs », c'est-à-dire :

- Les emplois associés aux **investissements** : fabrication et vente d'équipements, génie civil, travaux d'isolation, assemblage, raccordement, ingénierie et montage de projets, maîtrise d'ouvrage ;
- Les emplois associés à l'**entretien et la maintenance** des équipements utilisés dans les 3 secteurs ;
- Les emplois associés à l'**exploitation** des centrales de production ENR&R, des réseaux, des infrastructures de transports ;
- Emplois associés à la **distribution de carburants** pour le secteur du transport routier et non routier.

Mais également les « emplois indirects » et les « emplois induits » :

- Les emplois **indirects** relèvent de fournisseurs des activités directes, ou des fournisseurs des fournisseurs ;
- Les emplois **induits** sont générés par les dépenses des salariés en emploi direct ou indirect.

Les emplois de la transition énergétique dépendront largement du niveau d'ambition des acteurs régionaux

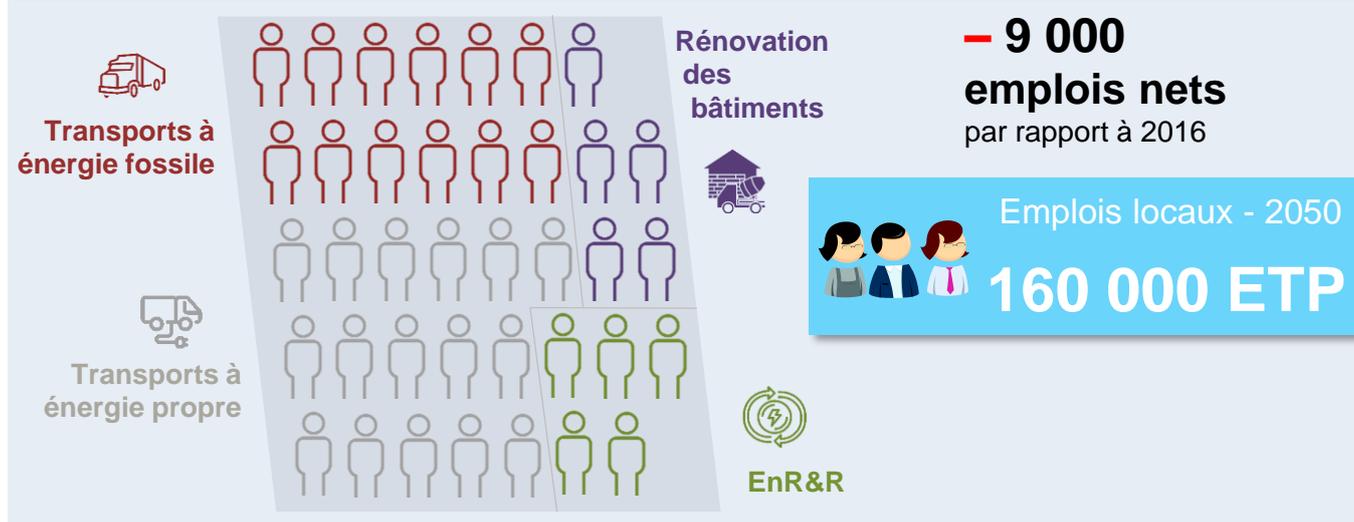
Dans un second temps, l'étude estime ce nombre d'emplois selon deux scénarios : un scénario tendanciel et un scénario volontariste. Les résultats sont sans appel : une stratégie ambitieuse de transition énergétique est vertueuse pour l'emploi.

Le **scénario tendanciel** prévoit 160 000 emplois régionaux dans les secteurs de la transition énergétique en 2050.

Le **scénario volontariste** en prévoit 219 000, soit 59 000 de plus en 2050 !

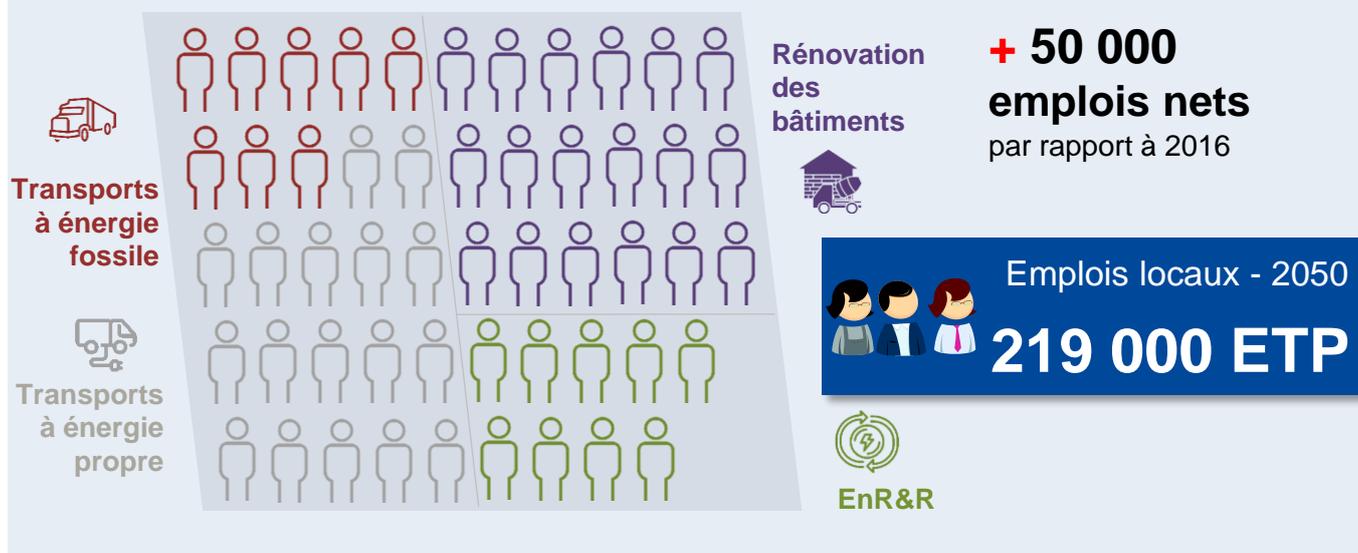
Scénario tendanciel

Scénario de référence prolongeant les tendances et politiques actuelles



Scénario volontariste

Scénario visant à atteindre les objectifs fixés par le SRADDET Grand Est à horizon 2050



Scénario volontariste 2050 : détail des impacts sur l'emploi

Les emplois porteurs du secteur des EnR&R



Le développement des **EnR&R** selon les objectifs du scénario volontariste engendrerait l'emploi de 36 900 ETP locaux en 2050, soit **20 200 ETP supplémentaires** par rapport à 2016.



La filière la plus porteuse est le **biogaz (méthanisation et gazéification)**, qui détrône le bois-énergie en nombre d'emplois. La filière liée à la valorisation de la **chaleur fatale** fait son apparition.



Les emplois porteurs du secteur de la rénovation des bâtiments



Dans le secteur **de la rénovation des bâtiments**, ce sont **50 700 ETP supplémentaires** qui sont à prévoir par rapport à 2016.



Les **travaux d'isolation** supplémentaires à entreprendre nécessiteraient à eux seuls l'emploi de **29 500 ETP** directs de plus qu'en 2016.



Un accompagnement nécessaire dans le secteur des transports



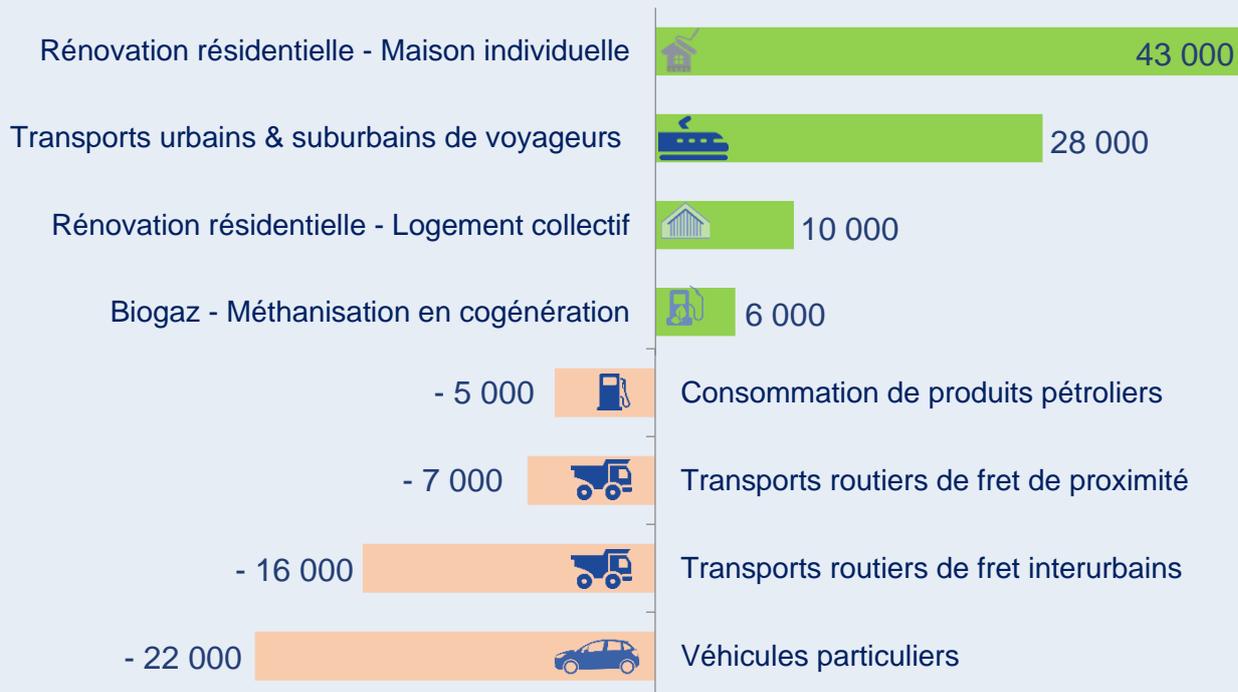
En revanche, le secteur des **transports** emploierait **20 400 ETP** en moins d'ici 2050.



La baisse des emplois locaux d'ici 2050 est la conséquence des objectifs fixés par le SRADDET sur la diminution du trafic de marchandises et des déplacements de personnes. Ces baisses impactent plus particulièrement les métiers associés au **secteur routier** (voyageurs et fret compris) : garagistes, mécanicien·ne·s, pompistes, vendeur·euse·s.

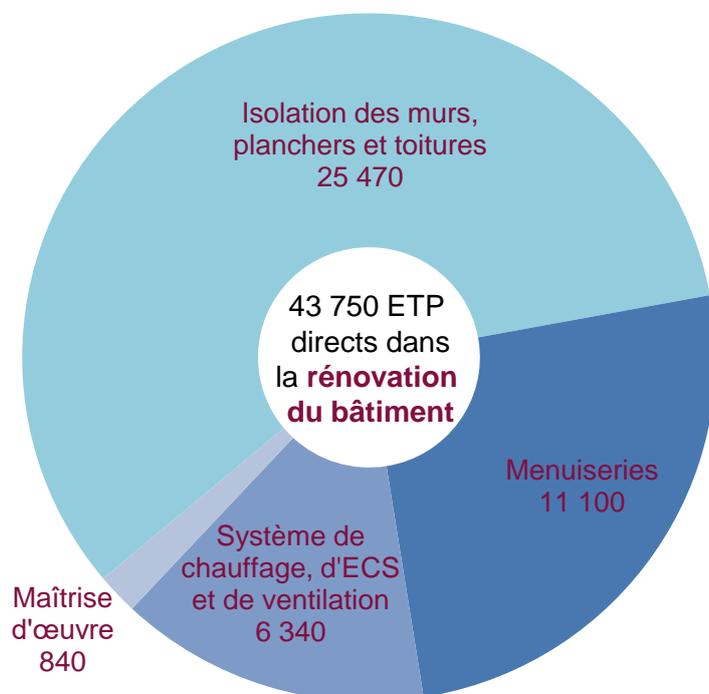


Filières qui perdent / génèrent le plus d'emplois entre 2016 et 2050 en ETP



Zoom sur la rénovation du bâtiment

43 750 ETP directs potentiels en 2050



Métiers les plus demandés de la filière en 2050 :

- Ingénieur efficacité énergétique
- Monteur isolation, couvreur, étancheur bâti
- Électricien
- Monteur d'installations thermiques (plombier-chauffagiste)

Métiers du bois et des matériaux :

- Menuisier fabricant
- Menuisier verre et aluminium
- Charpentier, constructeur bois

Les qualifications à développer :

- Qualif'Elec
- Qualif'Eau
- Quali'EnR (Quali'PV, Quali'Sol, Quali'Bois)
- PRAXIBAT

CONCLUSION

L'étude de l'ADEME conduite à l'échelle de la région Grand Est montre qu'une stratégie ambitieuse de transition énergétique est vertueuse pour l'économie locale, avec la création de **50 000 emplois supplémentaires locaux à l'horizon 2050** par rapport à 2016.

Cette étude met en évidence les secteurs qui gagnent des emplois (les filières vertes telles que la rénovation des bâtiments, les transports en commun et les énergies renouvelables) et les secteurs qui vont perdre des emplois (fret routier, entretien et réparation de véhicules).

Il nous appartient, aux côtés des acteurs compétents sur ces thématiques en Grand Est, d'accompagner les transitions sur le marché du travail pour les secteurs en croissance et les secteurs en reconversion. L'ADEME présentera ces résultats aux acteurs du développement économique, de l'emploi et de la formation. Des passerelles sont à construire, des études complémentaires pourraient être menées afin d'identifier l'évolution des métiers, des compétences et des formations, et de mettre en place les actions concourant à cet objectif. Trois zooms territoriaux sont en cours pour évaluer ces dynamiques à des échelles de territoires de compétences ou de projets. Les résultats montrent déjà combien la connaissance de ces dynamiques peut être force de mobilisation pour tous les acteurs d'un territoire.

Collectivités, entreprises, particuliers, partenaires institutionnels... chacun d'entre nous peut contribuer à l'atteinte de ces objectifs !

Transition énergétique en Grand Est : quels impacts sur l'emploi local ?

Résumé

La Direction Régionale Grand Est de l'ADEME a souhaité mesurer l'impact sur l'activité locale et l'emploi local de la Transition Énergétique en Grand Est, dans les secteurs de la rénovation énergétique des bâtiments, des transports, et des énergies renouvelables et de récupération.

Après un état des lieux de la situation à ce jour, l'étude évalue deux scénarios énergétiques: un scénario tendanciel et un scénario volontariste.

Cette étude couvre une quarantaine de filières de 2010 à 2050.

En complément de cette réflexion, l'étude propose pour chacun des trois grands secteurs une analyse qualitative concertée des conséquences sur les compétences et les métiers nécessaires à l'accompagnement des politiques de transition énergétique et écologique dans la région.

ADEME en bref

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

